

Levée de boucliers des MRE de France contre certains promoteurs immobiliers marocains

Société



Les retards de livraison de logements enregistrés par l'un des promoteurs immobiliers marocains continuent de faire des vagues chez des MRE résidant à Paris. La non-livraison de leur logement mobilise ces derniers qui tiennent coûte que coûte à faire valoir leur droit.

Ne voyant pas la couleur de leur pied-à-terre au Maroc, pour lequel certains ont déboursé d'importantes sommes, des Marocains résidant à l'étranger ont manifesté, samedi 25, devant l'antenne parisienne dudit promoteur immobilier.

Ces derniers entendaient ainsi exprimer leur mécontentement

face au retard de livraison de leur logement acheté sur plan, il y a quelques années, lors du Salon de l'immobilier marocain organisé à Paris (SMAP).

Porte-parole d'un collectif des « victimes » de cette fameuse affaire qui seraient au nombre de 90, Mohammed Ed Doui a aussi acheté sur plan un appartement au Maroc auprès du même promoteur. Comme la plupart d'entre eux, ce dernier est séduit par les slogans et promesses qu'on lui a fait miroiter.

C'est ainsi que « le quadragénaire avance alors plus de 50.000 dirhams, environ 5.000 €. D'autres versent même la totalité de la

“

Achetés il y a quelques années lors du SMAP, leurs logements ne leur ont toujours pas été livrés

somme, soit plusieurs millions de dirhams (des centaines de milliers d'euros) », rapporte Le Parisien.

Pour tout contrat, ils reçoivent un simple bon de réservation. Mais pour Mohammed Ed Doui, ce n'est pas grave. Et pour cause, confie-t-il au journal français, expliquant qu'au Maroc, la culture est plutôt orale. Les gens font confiance.

Mais quatre ans après, il n'a toujours pas reçu son appartement. Alors qu'il était censé en prendre possession 18 mois après l'opération.

Comme Mohammed Ed Doui, Soumya a connu une mésaventure similaire. Cette trentenaire

qui travaille à Paris dans l'humanitaire « a acheté sur plan un appartement à Marrakech qui n'a toujours pas été livré », poursuit le journal.

Quand surviennent les premiers doutes, elle décide de se rendre à l'agence en espérant se faire rembourser ses 9.000 €. Une fois sur place, « ils m'ont dissuadé en me disant que les difficultés ne concernaient qu'Agadir et pas Marrakech ».

Il est à souligner que la plupart des Marocains qui ont connu la même mésaventure vivent en Seine-Saint-Denis, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-d'Oise.

Alain Bouthy